



Tunisie : La thérapie de choc des entreprises publiques passera-t-elle ?

“En Tunisie, les entreprises publiques ont toujours joué un rôle crucial dans le développement économique et social. Leur implication dans la mise en œuvre des stratégies de développement publiques sectorielles est un argument important pour implémenter une nouvelle gouvernance dans l'objectif d'atteindre plus d'efficacité et de performance”, lit-on dans une note de conjoncture publiée par l'intermédiaire en bourse Mac Sa. *“La faible performance de la majorité de nos entreprises publiques et les contraintes politiques liées à leur privatisation nous amènent à proposer une nouvelle gouvernance peu coûteuse mais capable d'améliorer leur rentabilité”,* ajoute l'étude.

Comme cité par l'étude en question, selon la direction chargée du suivi de la productivité dans les établissements et les entreprises publics au sein de la présidence du gouvernement, le cumul des résultats déficitaires de l'ensemble des entreprises publiques a enregistré un niveau de plus en plus insoutenable de l'ordre de 6524 millions de dinars durant l'année 2016. Les raisons évoquées sont liées à l'absence de vision au niveau de tous les partenaires, la mauvaise gouvernance interne des entreprises publiques et le dialogue social.

Les autorités devront tirer profit des réflexions faites dans les pays avancés pour faire bénéficier nos entreprises publiques d'une gouvernance moderne conforme à l'intérêt public.

Par ailleurs, selon cette note, la nouvelle gouvernance exige l'élaboration d'une politique concrète délimitant le rôle et les responsabilités des membres du conseil d'administration. Ils doivent être évalués scrupuleusement avant leur prise de fonction et doivent être formés de façon ciblée et mieux préparés à leur mission.

Toujours selon cette note, la majorité de ces entreprises sont peu productives, de plus en plus déficitaires et travaillent sans vision stratégique claire. En effet, les 104 entreprises publiques qui travaillent dans 21 secteurs affichaient des déficits d'environ 1.1 Milliard DT en 2015, alors qu'elles étaient bénéficiaires de plus de 1.176 Milliard DT en 2010. Le stock des pertes s'accumule en dépassant les 2.5 Milliards DT entre 2012 à 2015. En dépit de cette situation difficile, la masse salariale de ces entreprises publiques ne cesse d'augmenter. Elle est passée de 2.580 Milliards DT en 2010 à 3.713 Milliards DT en 2015, soit une hausse de l'ordre de 43,9%.

Le rapport propose plusieurs mesures pour une éventuelle restructuration sociale et financière et surtout une bonne gouvernance des entreprises publiques. Il élabore une stratégie relative à l'Etat actionnaire par la création d'une agence pour la gestion des participations de l'Etat et une nouvelle gouvernance qui sépare le management du conseil d'administration.

Source : African Manager